

## Exploration du territoire imaginaire de l'itinérance

Même si on en parle beaucoup, il n'est jamais facile de cerner intelligemment, au-delà des stéréotypes les plus communs, de quoi ou de qui l'on parle, lorsqu'on parle d'itinérance. Certes, cela peut nous déconcerter, mais cela ne peut nous décourager de penser plus et mieux. Car ce n'est pas parce qu'un problème est difficile à cerner théoriquement qu'il a moins d'importance ou, encore pire, que l'on puisse s'en détourner et faire comme s'il n'existait pas. Le problème de l'itinérance, comme beaucoup d'autres combats de la vie, précède nos efforts pour y faire face d'une manière responsable. Et, malheureusement, ne disparaît pas parce qu'on éprouve de la difficulté à le cerner adéquatement. Même si cela n'est pas facile et risque à coup sûr de n'être qu'une tentative provisoire, partielle et à biens des égards, insatisfaisante, essayons d'y voir un peu plus claire à propos de cette question : mais de quoi ou de qui parlons-nous, lorsqu'on parle d'itinérance ?

Je vous propose une certaine itinérance...intellectuelle. C'est-à-dire, une avancée dans un territoire où est exclu d'avance l'assurance d'en prendre possession, mais dans lequel nous pouvons poser des repères capables de baliser notre engagement, malgré l'inévitable renoncement à la prise de possession du territoire. C'est donc avec cette attitude un peu paradoxale que je vous convie à cette exploration en pays inconnu. Voici l'itinéraire que nous allons suivre.

Nous partirons des repères les plus évidents. Des repères que tout un chacun peut facilement constater, avec le minimum de bonne volonté et de lucidité : l'augmentation des demandes d'urgence, le témoignage des intervenants et l'impasse des structures d'assistance. Puis, nous nous éloignerons vers des repères plus difficiles à cerner : l'itinérance comme processus et comme façon d'habiter la rupture. Mais nous devons être brefs sur ces questions qui appellent bien des développements. Disons qu'il s'agit ici d'une invitation à poursuivre plus avant l'exploration. Commençons donc maintenant !

### 1. L'itinérance en croissance...

Au-delà de la question difficile, et peut-être insoluble méthodologiquement, du nombre exact des personnes sans abri ou itinérantes, la croissance importante et inquiétante des demandes au niveau des services d'urgence sociale au cours des vingt dernières années est un des repères les plus faciles à établir. Disons sur lequel il existe un large consensus de tous les observateurs sérieux. Cela est vrai pour tous les pays Occidentaux. Mais restreignons-nous au Québec.

Il faut savoir qu'il existe actuellement des services d'hébergement d'urgence sociale, de type refuge ou autre, dans presque toutes les villes du Québec d'une certaine importance. Ces ressources sont toutes issues de la communauté et la plupart sont reconnues et financées, inadéquatement malheureusement, par le Ministère de la santé et des services sociaux, mais cela, c'est une autre question. Or, sauf exception, toutes ces ressources sont nées au cours des années 80. Et celles qui existaient avant, comme Old Brewery Mission, qui date de la fin du siècle dernier, elles ont vu une augmentation sans précédent des demandes d'aide à partir des années 80, qui les obligent, aujourd'hui, à repenser leur



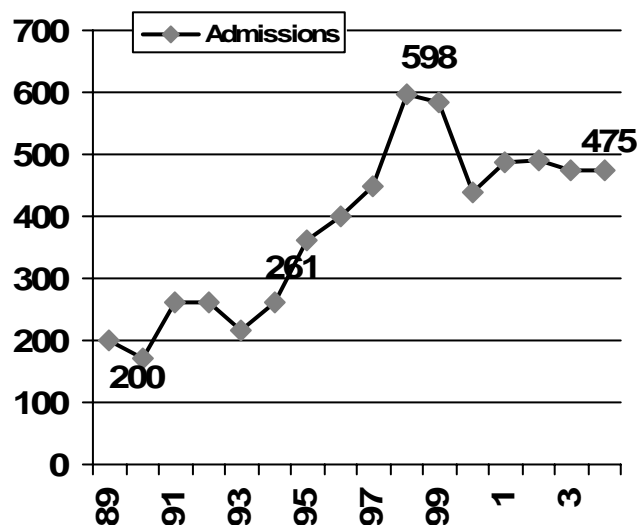
façon de faire. Et ce n'est pas facile. Au début des années 90, un peu moins de 150 personnes étaient hébergées, chaque nuit, dans les dortoirs de Old Brewery mission, c'était beaucoup de monde. Aujourd'hui, ils sont plus de 500. C'est énorme ! L'hiver dernier, pour répondre à la demande, ils ont été obligés d'installer des lits supplémentaires dans la cafétéria. À Toronto, où la crise est encore plus intense qu'ici au niveau des ressources d'urgence, j'ai visité des refuges dont la durée moyenne de séjour était de plus d'une année. Et les refuges de Toronto ne sont pas le Centre Le Havre de Trois-Rivières. Ce sont de grands dortoirs avec des lits superposés, lorsqu'il y en a –parfois les gens dorment sur le sol avec un matelas

de foam et un sac de couchage. En 2000, la plupart des refuges avec des lits affichaient complet. À défaut d'autres solutions, l'urgence devient un milieu de vie pour des centaines, voire des milliers de personnes. Mais est-ce là vraiment une façon de vivre ? La croissance qui a aboutit à l'impasse dans laquelle se trouve les services d'urgence aujourd'hui à Toronto a commencé vers la fin des années 80.

Qu'en est-il de Trois-Rivières ? C'est à la fin des années 80 qu'a été fondé le Centre Le Havre. Il n'existait alors aucune structure d'accueil et d'aide des personnes sans abri à Trois-Rivières. Comme c'est le cas dans la plupart des villes du Québec, à l'exception de Montréal qui possède des institutions d'assistance pour les sans abri qui remontent au début du XXe siècle. Rapidement, après l'ouverture du refuge à l'hiver 89, la difficulté de répondre à la demande apparue. Nous avions alors 20 lits et nous étions souvent en débordement à 22 et 23 lits. À

cette époque, nous accueillions autour de 20 résidents à chaque mois, pour une moyenne annuelle autour de 250. Aujourd'hui, ce sont plus de 40 admissions que nous avons en moyenne à chaque mois. Depuis l'ouverture, nous avons accueilli plus de 3000 personnes différentes en hébergement d'urgence. C'est beaucoup de monde. Un coup d'œil rapide sur le tableau ci-contre nous illustre bien l'augmentation de la demande d'hébergement d'urgence à Trois-Rivières.

Bien sûr, on pourrait penser que cette augmentation est due à la qualité ou à la visibilité des services du Centre Le Havre. Bref, on pourrait croire que c'est parce que nous sommes bons et connus que les gens viennent en grand nombre passer un agréable séjour en hébergement. C'est de toute évidence une erreur, malheureusement. D'abord parce



que les gens qui sont admis au Centre Le Havre non pas d'autre choix. D'ailleurs, s'ils en on, on les refuse et on les réoriente. Le Centre Le Havre n'est pas une auberge que l'on choisie parmi d'autres. Lorsque les gens peuvent choisir, ils vont ailleurs. Comme je le fais moi-même. Et probablement comme vous le faites vous-mêmes. C'est la nécessité qui amène les gens au Centre Le Havre. On ne va pas là parce que tout va bien. Les gens sont pauvres, mais pas forcément cons. S'ils ont d'autres choix, ils ne viennent pas au Centre Le Havre, ils vont à l'hôtel. Mais il y a une autre raison pour laquelle c'est une erreur de croire que l'augmentation n'est pas attribuable à nos services. Et elle est, à mon avis, plus solide que la première. C'est que cette augmentation peut être observée dans tous les services d'hébergement d'urgence. Et parmi ceux-là, il s'en trouve qui laisse à désirer sérieusement. Mais, et c'est là que c'est intéressant, ils n'ont pas moins de demande que nous. Bref, l'augmentation est visible partout. Que l'on ait des bons services ou des mauvais services.

Je crois qu'il faut partir de là : lorsqu'on parle d'itinérance, on parle d'une augmentation majeure des demandes d'aide d'urgence sociale qui, dans certaines villes qui n'arrivent pas à trouver des réponses adéquates, se transforme en conditions de vie misérable et sans issue pour des centaines d'individus, pour qui la citoyenneté n'a plus aucun sens.

## 2. L'itinérance à travers le témoignage des intervenants

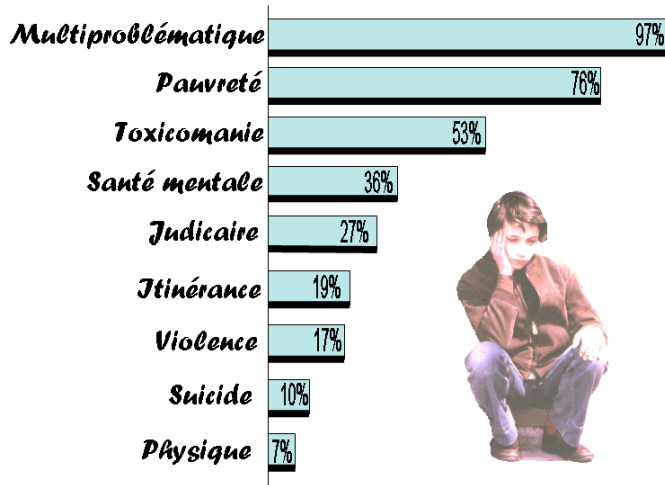
Pour aller plus loin, il faut écouter davantage. Il faut écouter davantage, parce que ce qu'il y a voir maintenant, ne se voit plus, précisément. Du moins, ne se prête plus facilement à la mesure. Nous nous approchons un peu plus près de ce que vivent les individus. Et, ce que vivent les gens, nous n'en savons pas grand-chose, s'ils ne consentent à nous en parler. Heureusement ! Si non, tous les paranoïaques auraient raison. Écoutons donc le témoignage des intervenants. Pour faire court et aller droit à l'essentiel, qu'est-ce qu'il nous dit ce témoignage. Ceci : on observe que les problèmes vécus par les individus que nous rencontrons sont plus graves et plus complexes. Voilà l'essentiel du message. Cela, je crois, est unanime. Et, ici, pas seulement dans les services d'hébergement d'urgence sociale, mais aussi dans les autres services comme les centre de jours, les centres de thérapie ou de réinsertion, etc.. Même son de cloche du côté des intervenants du réseau public. C'est un consensus surprenant. Mais essayons d'y voir un peu plus claire.



Un des signes de cette aggravation, c'est l'importance des problèmes graves de santé mentale que l'on rencontre dans les services d'urgence sociale. Entre 30 et 60 % des personnes hébergées souffrent de troubles mentaux graves. Et un nombre important d'entre eux n'a ni médication ni suivi médical. Et ceux qui en ont sont dans des situations de grande précarité et vulnérabilité. Ce témoignage vient autant des services pour les femmes, que des services pour les jeunes ou les hommes. Cette situation est transversale. Au niveau de la toxicomanie, au-delà de son incidence, qui demeure très élevée, ce sont les substances, les méthodes de consommation et l'âge des individus qui sont les constats les plus inquiétants. Les drogues sont plus *dures*. Les

méthodes de consommation plus à risque. Et c'est plus jeune que l'on commence à consommer drogues et alcool d'une manière abusive. Donc, si on résume, des problèmes difficiles à solutionner. Mais il faut faire un pas de plus. L'élément le plus commun du témoignage des intervenants, et ce qui semble bien être la caractéristique principale de notre temps, c'est la complexité. Qu'est-ce à dire ? Ceci : la plupart des individus ont plusieurs de ces problèmes graves à la fois. Alors comment procéder ? Par où commencer ? Surtout que la plupart, sinon la totalité de nos services publics sont spécialisés. C'est-à-dire qu'ils ne traitent qu'un problème, en principe. Vous voyez bien dans quel borborygme nous sommes. Mais, n'allons pas trop vite, nous reviendrons là-dessus plus loin. Au-delà de toutes ces questions relatives aux problèmes de santé que vivent les individus dans des situations d'urgence sociale, émerge un constat qui était à peu près absent du discours des intervenants, surtout professionnels, c'est ceci : ils sont pauvres. Je ne crois pas que ce ne soit qu'une sensibilité nouvelle des intervenants à la misère du monde. Il y a un constat relativement objectif, à l'effet que les problèmes de santé et les problèmes de pauvreté se donnent la main, non pas pour le meilleur, mais pour le pire, l'un attirant et renforçant l'autre. Est-ce là un signe de l'effondrement ou de l'impasse des structures de solidarité sociale ? Laissons là cette question qui nous mènerait hors de notre propos.

Pour clore et appuyer ce témoignage, j'aimerais vous présenter très brièvement quelques constats à partir des données recueillies sur la population admise au Centre Le Havre au cours de l'année 2003.



Le constat qui s'impose, c'est que presque tous les individus admis au Centre Le Havre ont des problématiques multiples. Que la majorité d'entre eux sont dans une situation de pauvreté. Les problèmes de toxicomanie, de santé mentale ainsi que les problèmes judiciaires sont très importants. Près de 20% des individus sont en situation d'itinérance, sans adresse fixe. Ce qui, malgré ce que l'on croit, est loin d'être le cas de tous les



individus admis au Centre Le Havre. Les situations sont aussi importantes que variées. Les personnes suicidaires représentent 10% des personnes hébergées. Cela signifie qu'à chaque mois nous avons admis 5 personnes suicidaires. Et, finalement, 7% de ces individus ont des problèmes de santé physique qui requiert une intervention médicale. Si nous devons résumer en quelques traits, nous pourrions dire que ce sont des individus seuls, pauvres et bloqués dans la détresse de problèmes qui leur semble insolubles. Voilà, cela est rapide, trop rapide probablement, mais je crois que l'essentiel est là. Lorsque l'on parle d'itinérance, c'est à cette réalité dont témoignent les intervenants que l'on se réfère. Une réalité qui commence lorsque la nécessité enferme la liberté dans la détresse d'une histoire sans issue.

### 3. L'itinérance, c'est l'impasse des structures d'assistance

Durant mes premières années au Centre Le Havre - c'était au début des années 90, plusieurs événements m'ont amené à réaliser la double impasse dans laquelle les individus en situation de rupture sociale se retrouvaient. La première, celle que l'on ne peut manquer si on essaie d'accompagner les gens les plus vulnérables, afin de les aider à sortir de l'urgence, c'est l'hôpital. L'impasse est évidemment à l'entrée. C'est-à-dire la difficulté d'accès aux services. Cela est maintenant trop évident pour insister là-dessus. Mais il y a plus que le problème d'accès. Ce sont les limites mêmes des services psychiatriques, lorsque l'accès fonctionne et qu'ils sont donnés dans les meilleures conditions et avec le plus de compétence dont est capable une équipe soignante qui fonctionne bien, ce sont ces limites mêmes qui font problèmes. Ce sont des services spécialisés extrêmement coûteux qui ne peuvent prendre le temps pour éponger le mal de vivre de personnes qui n'ont plus aucun réseau social pour les soutenir. C'est trop attendre d'un hôpital aujourd'hui, qu'elle prenne en charge la misère grandissante d'une partie de la population fragile et vulnérable. Le problème évidemment, c'est que les gens souffrants de troubles mentaux ont de forte chance de se retrouver errants dans des situations de rupture sociale. Alors comment départager les choses. Il y a aujourd'hui, beaucoup plus de gens enfermés dans l'errance que dans les institutions publiques. Évidemment l'hôpital peut s'améliorer. Elle peut devenir plus hospitalière. Mais il y a une limite à cela que je crois indépassable. En fait, l'hôpital progresse dans sa capacité d'accueil et d'accompagnement des personnes à risque de rupture sociale, lorsqu'elle désinstitutionnalise ses intervenants et leur permet de travailler dans la communauté, en dehors des murs de l'hôpital. Mais, et c'est intéressant de le constater, même pour eux, ceux qui travaillent dans la communauté, et même avec un psychiatre dans l'équipe, l'accès aux soins n'est pas facile pour les individus les plus instables émotionnellement. Mais encore là, les soins peuvent beaucoup, mais ne donnent pas de logement, ne fournissent pas de travail. Ils renvoient les individus sans réseau social aidant à eux-mêmes. Et ils ne peuvent faire vraiment autrement. C'est la première impasse.



La seconde, c'est l'impasse des services d'urgence sociale eux-mêmes. Je l'ai réalisé un peu plus tard. En fait, et c'est un peu paradoxale, je l'ai vraiment réalisé lorsque j'ai compris comment pouvait fonctionner à peu près adéquatement un service d'hébergement d'urgence. J'ai alors compris que les services d'urgence, aussi efficaces soient-ils, sans solution plus durable, se transforment en milieu de vie pour les gens les plus vulnérables

et démunis. Et lorsque les services d'urgence se transforment en milieu de vie, l'urgence s'engorge et ne peut plus jouer son rôle. Alors les conditions de vie des personnes errantes se détériorent, inévitablement. Et c'est ainsi que la pression retourne vers les services publics qui sont alors contraints d'intervenir.

Voilà, en résumé, car il faut faire court, pour une longue histoire, lorsqu'on parle d'itinérance, on parle de ces situations où pour intervenir adéquatement, il faut travailler ensemble. Et surtout, il faut plus que des services, il faut aussi créer des opportunités pour que des gens échappent à l'étau de la misère. Mais, sans le soutien adéquat des services, les individus ne pourront saisir les opportunités qui pourront leur être offertes. Situation complexe qui requiert l'élargissement de notre responsabilité sociale, de l'audace et de l'imagination. Et surtout, de travailler avec les autres qui opèrent dans des sphères d'activité différentes de la nôtre.

\*

Nous sommes parvenus à un point tournant de notre exploration du territoire de l'itinérance. Nous avons fixé trois balises. L'itinérance, c'est une augmentation importance des demandes d'aide au niveau des services d'urgence sociale, particulièrement depuis la fin des années 80. C'est aussi des problèmes graves et complexes qui apparaissent souvent insolubles. Et finalement, l'itinérance, c'est l'obligation de revoir les façons de faire de l'assistance et d'élargir les frontières de la solidarité sociale. Nous en sommes là : des problèmes grandissants, difficiles à résoudre et pour lesquels nous devons inventer des réponses et composer avec celles déjà en place, même si elles s'ajustent difficilement à la réalité de l'itinérance. Pouvons-nous aller plus loin dans notre exploration ? Oui mais nous devons abandonner le terrain sûr des faits facilement observables, sinon mesurables. Nous devons emprunter la voie de l'interprétation, afin de nous approcher au plus intime du territoire de l'itinérance. Mais nous ne ferons ici que repérer les balises, laissant à chacun le loisir de poursuivre l'exploration.

#### 4. L'itinérance, c'est un processus...

La première balise, ce sont les sociologues qui l'ont repérée. L'itinérance ne doit pas être pensée comme un état, mais comme un processus. Il s'agit de chercher à comprendre comment, par quels chemins et selon quels itinéraires les individus entrent et sortent de l'itinérance. Ce que l'on voit apparaître, c'est le dynamisme, le changement. Les individus passent d'une condition à l'autre, en suivant des parcours plus ou moins communs, avec des risques plus ou moins grands de rester figés dans une condition errante ou, à l'inverse, d'en sortir rapidement, pour ne plus y revenir. On voit aisément l'intérêt d'un tel regard. Il nous permet d'identifier, parmi la diversité des itinéraires, des parcours types, que l'on décrira en terme de processus de désaffiliation ou de désinsertion. Et voulant avoir plus de précision, afin d'orienter les programmes d'intervention, on s'intéressera aux facteurs de risque et de réussites que l'on peut identifier dans ces parcours et itinéraires.

Cette représentation de l'itinérance comme histoire vécue par des individus comportant des facteurs de risque et de réussite, repose sur l'idée que l'unité de lecture de l'itinérance n'est pas le groupe, mais l'individu. Les sociologues n'ont pas décidé tout à coup que l'itinérance n'était plus pensable en terme de classe ou de groupe, mais d'individu. Ils ont eu tout simplement la lucidité de voir ce qui saute aux yeux de tout le monde et d'essayer de l'analyser avec rigueur. Nous sommes entrés dans une société d'individus. C'est-à-dire, une société où le destin se joue, pour une bonne part, sur le terrain de la réussite ou

de l'échec personnel. Cela ne veut pas dire que les groupes n'existent plus mais que l'appartenance à un groupe, à une classe ou l'entrée dans un statut, dans un état, n'est plus le référent social qui définit la réussite ou à l'inverse, l'échec. Ce qui ne veut pas dire non plus que l'appartenance à un groupe ou une classe sociale ne conditionne plus la réussite sociale. Mais, qu'aujourd'hui, c'est en devenant soi-même à travers l'appartenance à des groupes et en épousant divers états aux contours imprécis et aux frontières ouvertes, que l'on réussit. La réussite étant elle-même un processus infini dans et par lequel on prend sa place comme individu et où on devient quelqu'un, on habite le monde.

L'itinérance, c'est un processus d'insertion ou de désinsertion, vécu par des individus, selon des parcours et des itinéraires particuliers. En examinant ces parcours, nous pouvons identifier des facteurs de risque et de réussite qui, nous l'espérons, devraient nous aider à orienter et configurer les programmes d'intervention.

## 5. L'itinérance, c'est une façon d'habiter la rupture...

Comment ne pas voir la fragilisation du lien social qu'entraîne une telle posture ? Mais qu'est ce que le lien social d'abord ? Disons, pour faire cours encore une fois, que c'est ce qui lie les individus entre eux, à la fois dans la proximité des liens avec ceux et celles que l'on rencontre ou avec lesquels on partage les expériences de notre vie amoureuse, filiale ou professionnelle, et dans la distance anonyme des liens médiatisés par les institutions publiques. Bref, le lien social se tisse autour du prochain régulé par la morale et autour du chacun, régulé par la loi, les deux en référence à une appartenance à un monde commun. Mais qu'est-ce qui tient tout cela ensemble ? Qu'est-ce qui fait de la morale et de la loi des référents crédibles, capables de réguler ainsi les pulsions de la vie et le chaos sans cesse renaissant de la vie en société ? C'est la force de l'unité reconnue et partagé d'un univers de valeurs ou d'une représentation du monde au sein de laquelle les individus se reconnaissent mutuellement, et confèrent ainsi à leur vie une orientation commune. Or cette unité est devenue paradoxale. Je m'explique. Brièvement. Ce qui nous rassemble, c'est ce qui fragilise notre appartenance commune. Pour rassembler les individus dans une commune appartenance, il faut un principe englobant. Ce principe c'est le religieux. Le religieux, c'est l'englobant ultime. Or le religieux est aujourd'hui dissocié de la morale et de la loi. On ne le retrouve que dans l'intimité de la quête de sens de l'individu, comme horizon ultime du cheminement personnel. La loi et la morale ne trouvant plus leur force de cohésion que rattachées à la préservation et l'affirmation du droit de la personne. Mais cohésion bien paradoxale qui fait reposer le sentiment d'appartenance sur le primat du développement de l'individualité.

La fragilité du lien social semble inséparable du développement orienté vers la reconnaissance des individus et de leurs droits, comme une ombre que l'intensité de la lumière de la réalisation personnelle ne peut chasser. Une limite au développement ? Je dirais plus volontiers, limite inhérente au développement. Dans cette perspective, la reconnaissance et l'intégration de la limite, donc de l'indépassable fragilité et vulnérabilité, deviennent une condition du développement, que l'on souhaite durable, voire réel.

L'itinérance, c'est l'ombre du développement de l'individualité qui se déploie dans l'offre de confort, de jouissance et de réussite personnelle : anxiété et angoisse d'une course sans fin et tristesse dépressive de la perte de soi. L'itinérance, c'est l'impasse de cette quête d'autoréalisation de soi : errance dans le vide, la vulnérabilité et l'impuissance. C'est l'impuissance vécue de la liberté; façon d'habiter la rupture sociale, de survivre dans les ruines de son histoire et, peut-être, y trouver ce qui ailleurs ne paraissait plus possible : un chemin pour vivre dignement sa vie. Mais cela nous déplace dans l'horizon d'une autre question : que pouvons-nous faire ?

Michel Simard, septembre 2004